



LA DÉSIGNATION DU CANDIDAT PS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les 200.000 militants du Parti Socialiste désigneront le 16 novembre leur candidat à l'élection présidentielle. Depuis le 3 octobre, nous connaissons les prétendants : Ségolène Royal, Laurent Fabius, et Dominique Strauss-Kahn. Le débat qui s'engage signe la ri-

chesse démocratique du PS, où chacun a droit à la parole et où il n'y a pas comme à l'UMP de chef suprême qui impose ses vues à tous. 3 débats télévisés seront retransmis sur la chaîne parlementaire les mardis 10 octobre, 17 octobre et 7 novembre à 20h30.



Ségolène ROYAL

53 ans

Ancienne ministre de l'Environnement, de l'Enseignement Scolaire, de la Famille.
Présidente de la région Poitou-Charentes



Laurent FABIUS

60 ans

Ancien premier ministre, ancien ministre du Budget, de l'Industrie, de l'Economie.
Ancien président de l'Assemblée Nationale.
Député de Seine-Maritime



Dominique STRAUSS-KAHN

57 ans

Ancien ministre de l'Industrie, de l'Economie.
Député du Val-d'Oise

DU NOUVEAU POUR L'ÉCOLE DU CENTRE VILLE

Dans le bulletin Chaville Socialiste de juin, nous vous avons fait part de nos interrogations au sujet du nombre de classes dans la future école maternelle/primaire du centre ville.

Notre réflexion, avec d'autres, a déjà permis de substantielles avancées : les 20 classes prévues en juin (au lieu de 25 dans le projet initial) ont été revues à la hausse : 21 et maintenant 22. Notre action a commencé à porter ses fruits, mais le projet reste encore en deça des besoins actuels et futurs.

Cette école est une priorité, et on y investit pour longtemps. Elle doit prévoir les meilleures conditions d'encadrement pour les enfants chavillois et satisfaire à une éventuelle augmentation démographique de notre commune, comme le rappelle l'étude d'impact. Avec les parents d'élèves et les enseignants, nous restons mobilisés.

PROJET 2007 : CE QUI VA CHANGER POUR LA DÉMOCRATIE

Notre pays traverse une grave crise politique. Le pouvoir exécutif en place a érigé l'irresponsabilité en principe, le Parlement est impuissant à force d'être affaibli, les citoyens sont privés de toute initiative.

En cas de victoire en 2007, le PS s'engage à organiser, **dans les six mois suivant l'élection présidentielle, un référendum pour une nouvelle République**, proposant un ensemble de réformes démocratiques.

- Le Président sera responsable pénalement et politiquement (destitution possible par le Parlement à une majorité qualifiée)
- **Les parlementaires n'exerceront plus d'autres mandats électifs**
- Le **droit de vote aux élections locales** sera institué pour tous les résidents installés régulièrement, quelle que soit leur nationalité
- Une procédure nouvelle permettra à plusieurs milliers de citoyens de soumettre une loi au parlement
- Tous les citoyens pourront désormais saisir le conseil constitutionnel
- Le mode d'élection des députés sera réformé par l'**introduction d'une dose de proportionnelle**
- Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sera réformé pour renforcer son indépendance
- Le Parlement retrouvera la plénitude de l'**initiative législative** et ses **droits de contrôle sur l'exécutif** (notamment : suppression de l'art. 49-3, du vote bloqué, limitation du recours aux ordonnances...)

La section de Chaville du PS a ouvert son blog !

Vous pouvez nous retrouver sur : <http://chaville.parti-socialiste.fr/>

GÉNOCIDE ARMÉNIEN : MANQUE DE RECONNAISSANCE DE L'UMP

Il est essentiel de faire vivre le devoir de mémoire et d'enseigner à nos enfants la réalité du génocide arménien, encore trop méconnue aujourd'hui. Parallèlement, il faut que les propos négationnistes soient condamnés et punis.

C'est en ce sens que le groupe socialiste de l'Assemblée Nationale a déposé une proposition de loi punissant d'un an de prison et de 45 000 € d'amende les auteurs de propos négationnistes, au même titre que la négation de la Shoah. Ce texte a été débattu le 18 mai dernier : il s'agissait seulement de se donner les moyens de faire appliquer le texte voté en 2001 et où le Parlement français avait franchi une première étape en reconnaissant le génocide arménien.

Malheureusement, la majorité s'est livrée à de pitoyables manœuvres

pour empêcher l'adoption de ce texte, dont le gouvernement Villepin - Sarkozy ne voulait pas. Certains députés de l'UMP avaient pourtant promis, la main sur le cœur, qu'ils voteraient ce texte. Au lieu de cela, nous avons assisté à des déclarations indignes, le Ministre Philippe Douste-Blazy allant jusqu'à qualifier notre proposition de loi de « geste inamical envers la Turquie, partenaire économique de premier plan ».

Le 18 mai dernier, les victimes du génocide arménien ont été privées du respect de leur mémoire et de leur identité. Les députés socialistes s'engagent à faire adopter cette loi dans l'hypothèse où ils remporteraient les élections législatives de 2007.

D'ici là, nous continuons à nous battre contre toutes les formes de négationnisme et d'obscurantisme.

«ARC DE SEINE» : LE CLASH

Mais qu'arrive-t-il donc à André Santini, président de l' "Arc de Seine" ?

Le soir du 29 juin 2006, les élus de gauche ont presque tous quitté la séance du conseil d'agglomération Arc de Seine, à l'issue du premier point de l'ordre du jour portant sur le projet d'agglomération.

Santini, trouvant l'intervention de la présidente du groupe de gauche "Arc en Ciel" trop longue à son goût, a tout simplement retiré la parole aux conseillers pourtant déjà inscrits. Les propositions d'amendement n'ont donc pas pu être discutées, ni adoptées.

Ce déni de débat démocratique renforce nos craintes que le nouvel échelon des communautés d'agglomération accroisse l'éloignement des citoyens des décisions politiques.

Le groupe "Arc en Ciel" demande aussi que soit reconnu son droit d'expression, prévu par les textes, dans le supplément Arc de Seine inséré dans les 5 journaux municipaux.

Bruno LEMOINE
Maire-adjoint
Elu Arc de Seine



TRAMWAY CHATILLON-VÉLIZY-VIROFLAY : L'ÉTAT SE DÉSENGAGE

L'Etat tente de se désengager du tramway Châtillon-Vélizy-Viroflay et ne veut pas l'inclure dans le contrat de plan Etat-Région 2007-2013. De manière globale, en effet, pour financer les opérations jugées « prioritaires », l'Etat ne dispose que de 692 millions d'euros pour les transports collectifs. Soit 17 % de moins que les crédits consentis pour 2000-2006 par le gouvernement Jospin (832 millions d'euros).

Les élus locaux ont immédiatement protesté : il s'agit en effet d'un **projet prioritaire pour tout le sud parisien**, permettant de désengorger les bus et les voies de circulation comme celles de Chaville qui mènent à la zone de forte activité économique de Vélizy. En outre, le tramway a été déclaré d'utilité publique, les emprises sont en cours d'achat, le projet est maintenant bien engagé. **Cette décision de l'Etat est incompréhensible.**

Moyennant ces péripéties et sous réserve que les représentants de l'Etat, notamment le ministre des transports et le premier ministre, reviennent sur leur décision, le calendrier devrait maintenant être le suivant :

- 13 déc. 2006 : passage devant le conseil d'administration du STIF (syndicat des transports en commun d'Ile de France)
- 2007 : déplacement des réseaux
- 2008 - 2010 : travaux
- 2010 : inauguration de la première tranche, Châtillon-Vélizy.



Soutenez ce projet en signant la pétition citoyenne sur le site : www.oui-au-tramway-chatillon-viroflay.fr

Moi aussi, je souhaite rejoindre le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : E-mail :

Bulletin à retourner par courrier à :
Parti Socialiste – section de Chaville – BP20 – 92370 CHAVILLE

Vous pouvez également nous contacter :
par téléphone : 01 47 50 50 96
par e-mail : ps.chaville@laposte.net

